

**SUISSE.** Les règles suisses d'accès à la profession de transporteur se rapprochent de celles en vigueur dans l'UE. À compter de janvier 2016, les entreprises de TRM devront, en effet, détenir une licence pour tous les véhicules de plus de 3,5 t (contre 6 t actuellement). Un délai de mise en conformité de deux ans est prévu pour les sociétés détenant des véhicules compris entre 3,5t et 6t.

1,6

C'est le montant en milliard d'euros de l'acquisition de l'entreprise Coyote Logistics par l'américain UPS.

**Citation** « Nous sommes bien sûr tous bouleversés par cette nouvelle épouvantable. (...) Elle nous rappelle que nous devons régler au plus vite la question de l'immigration, et ce, dans un esprit européen, c'est-à-dire avec un esprit de solidarité, et trouver des solutions », a déclaré la chancelière allemande Angela Merkel (photo) le 27 août, après la découverte en Autriche d'un camion contenant 71 corps.

D.R.



## QUESTIONS SOCIALES, RÉVISION DU PAQUET ROUTIER, CONFÉRENCE COP 21...

# Les priorités de la présidence luxembourgeoise

Débat ministériel sur la question du détachement et du dumping social, préparation de la révision du paquet routier en 2016, objectifs de la conférence climat COP 21 à Paris; la présidence luxembourgeoise est censée faire progresser les dossiers du TRM au second semestre.

**E**n pleine crise des migrants au début de l'été, la présentation des priorités de la présidence luxembourgeoise pour le second semestre est passée inaperçue. François Bausch, le ministre luxembourgeois du développement durable et des infrastructures, en a exposé les grandes lignes le 15 juillet devant les eurodéputés de la commission transport et tourisme. Révision du paquet routier, questions sociales et lutte contre le réchauffement climatique sont les principales thématiques de cette présidence luxembourgeoise qui a pris les rênes de l'UE le 1er juillet après la présidence lettone. « Le Luxembourg a beau être un petit État membre, rien n'indique qu'il ne poussera pas les feux sur les dossiers transports », observe l'eurodéputé Dominique Riquet (ALDE), vice-président de la commission transport. Pour preuve, un débat sur les piliers de la politique européenne des transports à long terme est prévu dès le mois d'octobre. Les ministres européens des transports pourront ainsi présenter leurs idées à la Commission en vue de la révision du Livre blanc et notamment la révision du paquet routier prévue en 2016. Encore faut-il que la Commission lance une initiative sur l'application de la loi sur le smic horaire dans le TRM en Allemagne. « À l'évidence, la situation actuelle n'est pas satisfaisante, poursuit Dominique Riquet. La directive détachement est



Michel Christen

« L'idée de la révision du paquet routier est de prévoir un statut spécifique pour le conducteur routier », explique Dominique Riquet, vice-président de la commission transport au Parlement européen.

inapplicable du fait de la dimension internationale du transport routier. L'idée de la révision du paquet routier est de prévoir un statut spécifique pour le conducteur routier. En outre, quelles seront les conclusions du débat ministériel prévu en décembre au sein du Conseil des ministres des transports ? Aujourd'hui, il n'y a pas de politique communautaire sur le sujet et les États membres partent en ordre dispersé (ndlr : l'Allemagne avec le smic horaire, la France avec un amendement gouvernemental dans la loi Macron). Tout le monde a bien compris que la position allemande, avec un smic horaire à 8,5 € était inapplicable. Il me semble que l'Allemagne a avancé cette proposition dans le but de générer une réaction communautaire. Il faudra que l'on arrive à élaborer des décisions communautaires car les décisions des États s'avèrent inapplicables. » Autre dossier connexe : la création d'une agence européenne du TRM, soutenue notam-

ment par l'IRU (Union Internationale des Transports Routiers). « Il est curieux que le transport routier, mode de transport dominant, ne dispose pas d'une agence de régulation. C'est la raison pour laquelle je soutiens avec d'autres collègues la création d'une telle structure », poursuit le vice-président de la commission transport. La commissaire européenne chargée des transports avait pourtant indiqué, lors de son audition devant les eurodéputés, en mars dernier, qu'elle lancerait une consultation sur l'agence européenne du TRM dans le cadre de la révision du paquet routier.

### QUELLES PERSPECTIVES POUR LA CONFÉRENCE COP 21 ?

Enfin, la conférence climat COP 21 organisée à Paris du 30 novembre au 11 décembre est aussi une priorité de la présidence luxembourgeoise. En théorie, les négociations devront aboutir à l'adoption d'un nouveau traité aussi ambitieux que contraignant à participation globale. Ce traité devra permettre de maintenir le réchauffement climatique en dessous de deux degrés. Difficile de trouver un compromis sous l'égide de l'ONU avec 195 pays dont deux poids lourds comme la Chine et les États-Unis. Si le transport routier est de facto concerné au vu des stratégies visant une décarbonisation et une réduction d'émissions, difficile de savoir si les transporteurs et les chargeurs européens ne céderont pas aux effets d'annonce au lieu d'engager des initiatives concrètes sur le terrain. « Je crains que le monde des transporteurs ne s'investisse guère dans ces négociations, décrypte Dominique Riquet. Que feront par ailleurs la Chine et les États-Unis ? L'Amérique d'Obama semble mieux disposée à faire des efforts. De son côté, la Chine est confrontée à un problème spécifique de transition économique. Il faut espérer que COP 21 à Paris se passe mieux que la conférence de Copenhague en 2009. » ♦

LOUIS GUARINO